

*Initiatives ministérielles*

et toute la «fabrique» que l'on a au point de vue de choses sociales au Canada.

• (1730)

Depuis ce temps-là, donc depuis plus de sept ans, le premier ministre et son gouvernement conservateur passent leur temps à faire des coupures et des coupures. J'ai entendu des députés du gouvernement dire: Ah bien, l'Ontario, c'est une province très riche, les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique sont très riches et elles peuvent subir des coupures. Je dois vous dire que les pauvres gravitent justement dans ces provinces-là. Les programmes sociaux sont très forts ou du moins étaient très forts avant que le gouvernement conservateur vienne au pouvoir dans ces provinces.

J'ai eu l'honneur et le plaisir de servir au gouvernement régional d'Ottawa-Carleton. À ce moment-là, j'ai servi pendant cinq ans au Comité des services sociaux et j'ai pu m'apercevoir, dans une ville aussi à l'aise, soi-disant, la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, combien il y avait de gens qui gravitaient vers Ottawa-Carleton pour pouvoir avoir des services sociaux.

[Traduction]

Le Conseil de planification sociale de la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton prévoit qu'au cours des deux premières années, ces compressions lui coûteront 600 millions de dollars.

[Français]

Et je suis sûr que les députés du gouvernement vont dire: Ah bien la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton est une municipalité très riche. La municipalité d'Ottawa-Carleton a ses pauvres comme tout le monde, a ses programmes comme tout le monde. Et les programmes sociaux, par exemple, sont:

[Traduction]

Les familles monoparentales, les handicapés mentaux et physiques, les personnes âgées, les enfants pris en charge par les services sociaux ou qui ont besoin de protection, car ils sont victimes d'abus et de négligence, les chômeurs, les familles et les particuliers placés dans une situation de crise, les travailleurs à faible revenu, les femmes battues. . .

[Français]

Et j'en passe. J'ai même vu des gens qui ne pouvaient même pas payer pour les funérailles de leurs proches. Et ce sont les gens, les payeurs de taxes de la région qui paient pour ces gens-là.

Cela veut dire que de plus en plus la taxe municipale dans la région d'Ottawa-Carleton, la taxe dans Carleton-Gloucester, c'est-à-dire mon comté, va augmenter, c'est-à-dire la taxe foncière et la taxe provinciale, parce que lorsque vous plafonnez l'assistance, cela ne veut pas dire que ça arrête là, cela ne veut pas dire qu'il y a moins

de pauvres, qu'il y a moins d'assistés sociaux, qu'il y a moins de femmes battues, qu'il y a moins d'enfants abusés. Cela ne veut pas dire qu'il y en a moins. Si on regarde le nombre de personnes sur l'assurance-chômage, le taux dépasse 11 p. 100. On oublie souvent qu'on ne compte pas les gens qui sont sur l'assistance sociale. Le nombre de gens sur l'assistance sociale est phénoménal.

Est-ce qu'on réduit le nombre de gens sur l'assistance sociale lorsqu'on réduit les paiements, le transfert des paiements aux provinces? Les provinces sont prises à la gorge. Et cet argent qui est dépensé pour les programmes sociaux est payé en grande partie par le municipal. Cela veut dire que dorénavant les municipalités vont payer plus pour ces programmes. Cela veut dire que les gens vont payer à travers la taxe foncière, une taxe qui, à mon avis, n'est pas correcte lorsque cela s'applique à ce genre de programme, parce qu'il y a des gens qui vivent dans une maison depuis assez longtemps et qui sont, après un certain moment, sur un salaire fixe, et c'est juste s'ils peuvent survivre eux-mêmes sans aller sur l'assistance sociale. C'est juste s'ils peuvent rejoindre les deux bouts pour payer leur impôt, leur impôt foncier.

Alors, on va en abuser davantage avec des programmes sociaux au lieu de faire cela proportionnellement à travers tout le Canada. Il faut payer. S'il y a des gens qui sont dans la misère, il faut les aider. On les aide en se servant de l'argent dans la poche gauche, droite ou arrière, mais il faut se servir de l'argent pour aider ces gens-là ou les mettre aux oubliettes.

Étant donné qu'il ne semble pas y avoir de gens qui sont aussi sans cœur au Canada, c'est sûr que les gens vont essayer de contribuer à travers la taxe foncière. Mais ce n'est pas la taxe, ce n'est pas l'endroit où on doit taxer pour ce genre de services.

On parle de la compétition globale, on parle du travail, que nos étudiants doivent apprendre davantage des métiers, on a parlé du libre-échange avec les États-Unis, mais maintenant, on parle du libre-échange avec les Mexicains. On va parler bientôt de la concurrence avec l'Orient, la concurrence avec l'Europe. Est-ce qu'on a les étudiants, les diplômés dans les métiers dont on a réellement besoin dans nos industries? Est-ce que c'est en faisant des coupures dans l'éducation qu'on va promouvoir nos industries?

C'est négatif en fait d'approche. Il faut dépenser pour la recherche, il faut dépenser pour l'éducation. Il y a un retour d'argent qui vient. Plus les gens sont éduqués, plus les gens ont des expertises, plus il est possible pour eux d'être productifs, et de produire des impôts pour aider toute la machinerie gouvernementale, pour aider tout le gouvernement, pour aider tout le pays.

Pour ce qui est des services médicaux, en réduisant des montants d'argent qu'on transfère du fédéral au provincial, est-ce qu'on aide à notre système hospitalier ou